

Cote du document: EB 2017/121/R.19/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 9 b) iv)
Date: 14 septembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le Projet de marchés pour les paysans villageois – Maket Bilong Vilis Fama

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ron Hartman
Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +62 812 8377 9219
courriel: r.hartman@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt et unième session
Rome, 13-14 septembre 2017

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du projet	8
A. Coût du projet	8
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	12
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	9

Sigles et acronymes

ADPF	Agence de développement de produits frais
CEFI	Centre d'excellence en finance inclusive
CPP	Comité de pilotage du projet
MAE	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
MEP	Manuel d'exécution du projet
MPV	Projet de marchés pour les paysans villageois
PPPA	Projet de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture
PTBA	Plan de travail et budget annuel
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet

État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Projet de marchés pour les paysans villageois – Maket Bilong Vilis Fama



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 08-02-2017

État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Projet de marchés pour les paysans villageois – Maket Bilong Vilis Fama

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du projet:	50,26 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	25,5 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
Déficit de financement:	3,47 millions d'USD
Cofinanceur(s):	Institutions financières
Montant du cofinancement:	4,22 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêts en faveur de bénéficiaires
Contribution de l'emprunteur:	Gouvernement central 2,85 millions d'USD Provinces/districts 13 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,21 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le Projet de marchés pour les paysans villageois - Maket Bilong Vilis Fama, telle qu'elle figure au paragraphe 49.

Rapport du Président concernant une proposition de prêt à l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le Projet de marchés pour les paysans villageois - Maket Bilong Vilis Fama

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Ces dernières années, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a atteint une croissance économique solide qui ne s'est cependant pas traduite, pour 40% des 7,3 millions d'habitants qui vivent dans un état de pauvreté, par une amélioration des moyens d'existence. L'économie de ce pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure reste dominée par deux secteurs: un secteur formel de l'extraction à forte intensité de capital et un secteur agricole, largement informel, qui emploie la majorité de la population active du pays.
2. La Papouasie-Nouvelle-Guinée compte plus de 600 îles de tailles diverses. Le terrain accidenté et l'éloignement contribuent à l'isolement de nombreuses communautés rurales. La prévalence de la pauvreté est plus importante dans les zones rurales où la population a un accès limité aux services, à l'éducation, aux marchés et aux intrants économiques. Plus des trois quarts de la population dépendent principalement de l'agriculture de semi-subsistance.
3. L'agriculture emploie 80% de la population active et représente 27% du PIB. La rareté et le coût élevé des intrants et des technologies modernes, l'absence d'irrigation et l'accès limité aux services d'appui contribuent à la faiblesse de rendements. Cette situation est aggravée par le renforcement des menaces liées au changement climatique. Les coûts élevés de logistique dus à l'insuffisance des réseaux de transports et à l'absence d'organisation des marchés et d'informations n'encouragent pas les paysans villageois à se lancer dans une production à vocation commerciale. On estime que seulement 4% des terres sont utilisées pour une production agricole à vocation commerciale.
4. La croissance rapide de la population, le développement d'une classe moyenne et de communautés d'expatriés, ainsi qu'une migration des zones rurales vers les zones urbaines, entraînent une demande accrue en nourriture et en aliments diversifiés. Les produits frais, cultivés par 94% des familles villageoises, proviennent principalement de petits potagers et sont destinés à la consommation familiale; les petits excédents sont vendus sur des marchés locaux contre de l'argent liquide. Avec l'augmentation de la demande, un nombre croissant de paysans villageois y voit une possibilité de s'orienter vers une production à visée commerciale. La demande totale du marché national en produits frais est estimée à 1,32 million de tonnes par an, dont environ 60% sont actuellement fournis par la production locale. Inversement, environ 60% des segments de marché modernes (supermarchés, entreprises de restauration, hôtels, établissements publics) restent encore à capter par les producteurs locaux. L'utilisation de modèles commerciaux

novateurs permettrait de maîtriser une partie des contraintes pesant sur le secteur rural et d'améliorer l'accès des petits producteurs aux marchés et aux services.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. La stratégie de développement à long terme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée repose sur une évolution de l'économie en faveur d'une croissance généralisée de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de la pêche, de l'écotourisme et de l'industrie manufacturière, afin d'augmenter le revenu des ménages et d'améliorer le développement socio-économique. L'objectif du plan de développement stratégique pour la période 2010-2030 est donc de faire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée un pays prospère à revenu intermédiaire d'ici 2030. Pour le secteur agricole, l'objectif est de multiplier par cinq la production agricole, principalement par une meilleure utilisation des terres et une augmentation de la productivité. Des partenariats public-privé constitueront l'un des piliers du développement agricole. Le plan national de développement agricole 2007-2016 vise à stimuler la croissance du secteur agricole en augmentant les revenus, et la participation du secteur privé dans trois sous-secteurs prioritaires, notamment les cultures vivrières et horticoles.
6. Pour renforcer la croissance économique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'efforce de favoriser l'accès des populations rurales à l'agriculture à vocation commerciale. Conformément à ces politiques et à cette vision, le Projet de marchés pour les paysans villageois (MPV) – Maket Bilong Vilis Fama, vise à améliorer les moyens d'existence des ménages de paysans villageois en mettant à profit l'approche des partenariats réussis testés dans le cadre de l'investissement en cours du FIDA, le Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture (PPPA). Le PPPA encourage les accords collaboratifs dans le cadre desquels les agriculteurs bénéficieront de débouchés commerciaux sûrs et rémunérateurs et les acheteurs obtiendront un approvisionnement fiable et régulier en produits frais.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. **Zone cible.** Le programme d'approvisionnement en produits frais du MPV sera déployé dans cinq provinces cibles: quatre provinces dans la région des hautes terres (Hautes-terres occidentales, Jiwaka, Chimbu et Hautes-terres orientales) et une province dans la région de Momase (Morobe). Ces cinq provinces englobent une zone géographique continue allant du Mont Hagen, le principal centre de négoce de produits frais dans les Hautes terres, à Lae, la deuxième plus grande ville et le port principal approvisionnant Port Moresby, capitale du pays. De plus, un programme spécifique à la noix de galip ciblera la province de Nouvelle-Bretagne orientale, principale zone de production de cacao de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, afin de maximiser les avantages mutuels de la production de cacao et de noix de galip. L'ensemble des six provinces cibles se caractérise par une forte densité de population et des taux élevés de pauvreté, de dénuement et de retard de croissance.
8. **Groupes cibles.** Le projet ciblera: i) les ménages de semi-subsistance (agriculteurs utilisant peu d'intrants et ayant un faible rendement, cultivant principalement des cultures vivrières et peu de cultures commerciales); ii) les paysans villageois orientés vers le marché intervenant dans les filières cibles ou ayant une capacité d'intégration dans ces filières; et iii) les femmes et les jeunes. Les acheteurs de produits frais, qui s'approvisionnent auprès de paysans villageois, ont la possibilité de développer leur activité et de servir d'intermédiaires entre les paysans villageois et les marchés et services, seront également intégrés aux activités du projet. Le projet adoptera une approche familiale, similaire à la méthodologie du FIDA pour les ménages, pour améliorer la collaboration et promouvoir la durabilité. La stratégie de ciblage comprend à la fois un auto-ciblage

et des mesures opérationnelles spécifiques qui garantissent l'intégration de l'inclusion et de la parité hommes-femmes dans tous les aspects de l'exécution du projet.

9. Le MPV devrait bénéficier directement à environ 23 500 ménages, soit environ 117 500 bénéficiaires.

B. Objectif de développement du projet

10. Comme indiqué précédemment, l'objectif général du projet est d'améliorer les moyens d'existence des ménages de paysans villageois dans les provinces cibles, en facilitant leur passage d'une agriculture de semi-subsistance à une production axée sur le marché et la pratique de l'agriculture comme activité commerciale. L'objectif de développement est d'obtenir une augmentation durable des revenus des ménages de paysans villageois grâce à la commercialisation de la production.

C. Composantes/résultats

11. **Composante 1. Les partenariats commerciaux inclusifs** ont pour objectif de créer des partenariats inclusifs entre les paysans villageois et les acheteurs, dans lesquels: i) les paysans auront un meilleur accès aux marchés et aux services d'appui; et ii) les acheteurs se fourniront auprès des agriculteurs pour approvisionner des marchés rémunérateurs. La composante compte cinq axes principaux: i) mettre à profit les partenariats public-privé-producteurs existants; ii) favoriser les partenariats commerciaux axés sur la demande; iii) mobiliser différentes sources de financement; iv) associer les communautés; et v) adopter une approche filière. Cette composante devrait offrir aux ménages de paysans villageois l'accès aux marchés, aux technologies et aux services dans les filières cibles. Elle couvrira deux sous-secteurs, les produits frais et la noix de galip, chacun faisant l'objet d'une sous-composante.
12. **Composante 2. L'investissement propice aux filières** vient compléter l'investissement dans des partenariats commerciaux inclusifs par un soutien ciblant l'ensemble de la filière en: i) facilitant l'accès aux zones de production par l'amélioration de certains tronçons de routes de desserte; et ii) en améliorant l'accès des ménages d'agriculteurs et d'autres acteurs de la filière à des services financiers abordables et diversifiés. Cette composante repose sur trois axes stratégiques principaux: i) lier l'amélioration des routes aux partenariats; ii) améliorer la sensibilisation des institutions financières aux zones rurales et la diffusion des produits financiers dans ces zones; et iii) élaborer des outils financiers novateurs pour répondre aux besoins des ménages d'agriculteurs et des parties prenantes des filières. Cette composante devrait permettre à au moins 15 000 ménages d'agriculteurs d'accéder plus facilement aux routes principales pour commercialiser leur production et à au moins 18 000 ménages paysans d'accéder au crédit.
13. **Composante 3. La gouvernance collective et la gestion de projet** ont pour objectif de créer un environnement politique et institutionnel propice au développement des secteurs inclusifs des produits frais et de la noix de galip. Les principaux axes de cette composante sont: i) l'organisation de la gouvernance et de la coordination des filières; et ii) l'amélioration de l'accès aux savoirs et aux informations commerciales. Cette composante devrait permettre aux acteurs concernés de s'organiser pour contribuer à l'élaboration des politiques et aux activités de coordination du secteur dans une optique de croissance inclusive. La composante 3 comprend deux sous-composantes: i) gouvernance collective; et ii) gestion de projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

14. Le MPV s'appuie sur le PPPA financé par le FIDA, la Banque mondiale et l'Union européenne pour encourager les partenariats public-privé-producteurs. Grâce à ces partenariats, les agriculteurs bénéficieront de débouchés commerciaux sûrs les incitant à accroître leur production de produits frais de meilleure qualité, et les acheteurs, d'un approvisionnement fiable et régulier en produits frais répondant à la demande du marché.
15. Le MPV adaptera l'approche du PPPA à deux sous-secteurs prioritaires pour le gouvernement, dans lesquels la production provient en grande partie de paysans villageois: les produits frais et la noix de galip. Le financement sera principalement destiné au sous-secteur des produits frais, compte tenu du potentiel commercial lié au développement rapide des marchés intérieurs y afférents. Les produits frais ont un rôle important dans les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et les stratégies de gestion des risques des paysans villageois, et offrent des possibilités d'activités rémunératrices pour un risque relativement faible. L'existence de différents circuits et segments commerciaux constitue un moyen potentiel d'adapter les partenariats et l'appui du projet aux ménages participants, en fonction de leur capacité d'absorption et d'organisation. Les agriculteurs auront la possibilité d'accroître leur rendement en s'appropriant une plus grande part de la valeur ajoutée lors de la vente sur des segments commerciaux modernes.
16. Le secteur de la noix de galip, plus modeste, présente cependant un fort potentiel d'évolution comme nouvelle culture de rente et d'exportation, dont pourront bénéficier des milliers de ménages de paysans villageois.
17. Comme pour le PPPA, les partenariats devront: émaner d'un processus de sélection compétitif, afin d'assurer la transparence et d'atteindre les objectifs du projet; couvrir un ensemble d'activités axées sur la demande pour sécuriser l'accès des paysans aux intrants et aux services techniques, conformément aux spécificités de chaque partenariat; et être assortis d'une assistance technique pour renforcer l'organisation industrielle et la gestion des savoirs. En revanche, l'approche du projet PPPA sera adaptée aux spécificités du sous-secteur des produits frais, dans lequel les acheteurs sont des structures plus petites, s'approvisionnent auprès de groupes plus restreints d'agriculteurs et sont moins familiarisés avec la gestion d'entreprise et les marchés que ceux des secteurs du cacao et du café.
18. Le projet adoptera une approche de ciblage basée sur la famille, s'inspirant de l'approche Family Team élaborée par l'Australian Centre for International Agricultural Research, et la Family Business Management Training élaborée par CARE. Cette approche familiale facilite une répartition plus équitable des actifs et du travail de la famille et permet la pérennité du développement socio-économique grâce à une vision commune. Cette approche est le fondement de la création des partenariats et de la promotion des services d'appui du MPV, comme l'initiation aux questions financières, la formation commerciale et la vulgarisation.
19. Le projet, qui devrait débuter en fin d'année 2017, se déroulera sur six ans. La première année d'exécution du projet sera consacrée à la mise en place de la structure et des procédés d'organisation du projet, à la réalisation d'études préliminaires et au lancement d'une première manifestation d'intérêt pour les propositions de partenariat. Chaque partenariat fructueux soutenu par le projet durera trois ans. Deux autres appels à propositions de partenariat seront effectués au cours de la deuxième et la troisième année. La cinquième et la sixième année seront consacrées à la finalisation des partenariats, à la promotion de la durabilité, à la gestion des savoirs et à la reproduction à plus grande échelle.

B. Cadre organisationnel

20. Le cadre organisationnel du projet est en adéquation avec la structure organisationnelle actuelle du secteur agricole en Papouasie-Nouvelle-Guinée; le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAE) est l'organisme d'exécution du projet. L'agence de développement de produits frais (ADPF), dans laquelle le MAE et le Ministère du Trésor détiennent des actions fiduciaires à parts égales, sera le principal organisme d'exécution. Le projet a été conçu en tenant compte des recommandations du récent examen des dépenses de fonctionnement du secteur agricole et du projet de loi portant sur la modification de la gestion de l'agriculture qui en découle, concernant les liens entre les offices de commercialisation, les autorités provinciales et de districts et le développement de services de vulgarisation pluralistes axés sur les agriculteurs et impulsés par les marchés. Le cadre organisationnel du projet est en outre basé sur des partenariats public-privé-producteurs: si le gouvernement reste chargé de l'exécution globale du projet, les acteurs du secteur privé (acheteurs de produits frais et de noix de galip, mais également institutions financières et prestataires de services de développement commercial) joueront un rôle clé en fournissant aux paysans villageois des services d'appui et un accès aux marchés.
21. Des prestataires de services seront engagés pour mettre en œuvre des modules spécifiques d'activités dépassant les compétences ou les capacités de l'ADPF. Le Centre d'excellence en finance inclusive (CEFI) a été pré-sélectionné pour prendre en charge les activités du projet en matière d'inclusion financière, dans le cadre de la composante 2. Les responsabilités liées à l'exécution seront détaillées dans un mémorandum d'accord qui sera signé entre l'unité de gestion du projet (UGP), le CEFI et le MAE. Le CEFI présidera également le consortium chargé de la mise en œuvre de l'approche familiale et de l'éducation financière, qu'il élaborera en collaboration avec une ONG internationale ayant l'expérience des méthodologies axées sur les ménages dans le contexte de Papouasie-Nouvelle-Guinée.
22. La structure d'exécution du projet vise à renforcer les capacités de l'ADPF à piloter le développement inclusif du secteur des produits frais et à fournir des services de conseil technique et d'appui commercial conformément à sa mission. L'UGP ne sera pas conçue comme une organisation autonome, mais sera intégrée à l'ADPF et travaillera en étroite collaboration avec les divisions de l'ADPF compétentes: Division des affaires générales, qui prend en charge le financement, la passation des marchés et les ressources humaines; Division de la planification, de la recherche et de la communication; et Division de l'innovation dans les filières et la production.
23. Les principaux partenaires d'exécution sont présentés ci-après:
- Le MAE est l'organisme d'exécution du projet, chargé de la supervision et de la coordination.
 - L'ADPF aura la responsabilité globale de la mise en œuvre du projet.
 - Les équipes provinciales, sous la direction de l'équipe actuelle de l'ADPF, et dotées d'agents de vulgarisation de district détachés, seront chargées de l'exécution sur le terrain des activités du projet.
 - Les autorités provinciales faciliteront l'exécution du projet au niveau provincial par la nomination de responsables entièrement dédiés. Elles cofinanceront également de façon importante les investissements dans les infrastructures.
 - Les autorités de districts auront un rôle similaire au niveau du district et participeront au financement des travaux routiers.
 - Un Comité de pilotage du projet (CPP), regroupant des représentants des principales parties prenantes intervenant dans la mise en œuvre du projet, donnera les orientations générales et assurera la supervision du projet.
 - Un Comité indépendant d'évaluation technique sera chargé d'évaluer les propositions de partenariat et garantira la transparence et l'objectivité du processus de sélection.

- Des plates-formes multipartites pour les secteurs des produits frais/de la noix de galip seront mises en place aux niveaux national/provincial/de districts, et offriront un cadre propice aux discussions sur les enjeux et les contraintes du secteur. Ces plates-formes participeront également à la préparation des plans de travail et budgets annuels (PTBA), ainsi qu'à l'identification des études sur les politiques.
- L'UGP, intégrée à l'ADPF, apportera son assistance pour la mise en œuvre du projet.
- Le CEFI sera chargé de l'exécution des activités liées à l'inclusion financière, dans le cadre d'un mémorandum d'accord signé avec l'UGP et le MAE.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

24. Un système intégré de suivi-évaluation et de gestion des savoirs sera mis en place, avec trois objectifs principaux: i) piloter l'exécution du projet en fournissant aux parties prenantes les informations et les analyses nécessaires pour: mesurer les effets directs du projet; évaluer l'impact du projet sur les moyens d'existence des groupes cibles, et tout particulièrement les femmes, les ménages pauvres et les jeunes; évaluer la pertinence de la stratégie, des méthodologies et des processus de mise en œuvre du projet; identifier les points forts et les points faibles; et servir d'aide à la décision pour améliorer la performance du projet; ii) appuyer les décisions économiques et l'élaboration de politiques en fournissant aux parties prenantes du projet, en particulier aux agriculteurs et aux entreprises agroalimentaires partenaires, aux prestataires de services, à l'ADPF et à l'UGP, les informations et les analyses dont ils ont besoin pour évaluer les bénéfices induits par l'innovation, concevoir des activités rentables et pérennes et adapter leurs stratégies en conséquence; et iii) partager les savoirs et reproduire à plus grande échelle les bonnes pratiques en identifiant les leçons apprises, ainsi que les bonnes pratiques et les innovations couronnées de succès, en vue de soutenir l'exécution du projet et la concertation sur les politiques.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

Gestion financière

25. Le MAE assumera la responsabilité globale du projet, y compris ses aspects fiduciaires. Le CPP approuvera les PTBA et les plans de passation des marchés, avant que le FIDA émette son avis de non-objection. Un cadre de bonne gouvernance et de reddition mutuelle des comptes (FIDA et gouvernement) sera adopté pour renforcer les responsabilités et la transparence, conformément aux meilleures pratiques internationales.
26. L'exécution quotidienne sera déléguée par le MAE à l'UGP intégrée à l'ADPF, qui est chargée des opérations quotidiennes de gestion financière, notamment de la comptabilité, de la communication des données et de la coordination des processus de vérification.
27. Le risque fiduciaire inhérent est considéré comme élevé (voir la section sur la bonne gouvernance ci-dessous). Le risque lié à la gestion financière du projet, évalué au moment de la conception, a également été considéré comme élevé, en raison du manque d'expérience de l'ADPF en matière de mise en œuvre de projets financés par des donateurs. Plusieurs mesures seront mises en place pour atténuer ce risque, notamment: i) la création de l'UGP dotée d'une délégation de pouvoirs pour planifier, gérer, effectuer les décaissements et contrôler les ressources du projet (notamment le financement de contrepartie); ii) la sous-traitance des principaux aspects de la gestion administrative et financière à des tiers ayant l'expérience et les qualifications requises; iii) la préparation des PTBA qui seront soumis à l'examen du MAE puis à l'approbation du CPP; iv) l'achat et l'installation d'un logiciel de comptabilité et le renforcement des capacités du personnel concerné; v) la préparation d'un manuel de gestion financière qui intègre des contrôles étroitement liés aux dimensions opérationnelles du projet et conformes aux règles financières

- de l'ADPF et aux directives du FIDA en matière de finances et de décaissement;
vi) la mise en place d'un cadre de contrôle interne, comprenant des audits internes périodiques; vii) la soumission d'états financiers trimestriels au MAE et au FIDA; et viii) la coordination des processus d'audit externe.
28. Une comptabilité complète du projet devra être tenue conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.
 29. Le projet fera l'objet d'un audit effectué par le Bureau de l'auditeur général ou confié à un cabinet privé choisi par ce dernier selon la pratique actuelle pour le projet cofinancé par le FIDA et géré par la Banque mondiale (PPPA). Un audit sera effectué une fois par an et conformément aux Normes internationales d'audit et aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Le FIDA n'a pas été entièrement satisfait de la qualité du travail et du respect des délais du Bureau de l'auditeur général lors d'audits précédents.
 30. **Flux de fonds et décaissements.** Deux comptes fiduciaires désignés seront ouverts pour recevoir les fonds destinés au projet, provenant respectivement du FIDA et du gouvernement. Un compte bancaire de projet sera ouvert pour couvrir les dépenses de fonctionnement des activités de l'ADPF au niveau provincial (équipe provinciale de l'ADPF).
 31. **La passation des marchés** relatifs aux biens, travaux et services financés sur les ressources fournies ou administrées par le FIDA s'effectuera conformément à la réglementation du gouvernement et aux directives pour la passation des marchés du FIDA et son Manuel de passation des marchés. Pour les biens et les services (autres que les services de consultants) dont l'acquisition se fait sur la base d'un appel d'offres national ou international, d'un achat au meilleur prix sur le marché national ou d'une passation de marché de gré à gré, on suivra les procédures et les processus établis dans le Manuel d'exécution du projet (MEP) approuvés par le CPP et le FIDA. La sélection des consultants et des prestataires particuliers sera également définie dans le MEP. L'UGP remettra un plan de passation des marchés sur 18 mois, immédiatement après l'entrée en vigueur de l'accord de financement. Les marchés seront passés conformément à un plan consolidé de passation des marchés soumis par l'UGP, approuvé par le CPP et entériné par le FIDA.
 32. **Bonne gouvernance.** Selon l'indice de perception de la corruption 2016 publié par Transparency International, la Papouasie-Nouvelle-Guinée arrive en 136^e position sur 176 pays, avec une note de 28, ce qui indique un risque élevé dans le contexte général du pays. Le FIDA applique une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption. L'UGP préparera un cadre intégré de bonne gouvernance qui sera inclus dans le MEP et publié sur le site Web du MPV. Ce cadre comportera des dispositions visant à garantir que la passation des marchés et le choix des entreprises qui participeront aux partenariats commerciaux et bénéficieront du soutien du MPV s'effectuent conformément aux règles du gouvernement et aux directives du FIDA (notamment la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations) et aux stipulations de la conception du projet. Les mesures comprendront: i) la publication/mise en ligne dans les journaux locaux, dans les bureaux de districts et provinciaux et sur le site Web du MPV, de tous détails concernant les avis de passation de marchés, appels à propositions, attributions de contrats et partenariats commerciaux, avec notamment les critères d'évaluation et leur pondération; ii) la participation des représentants des utilisateurs finaux aux évaluations des offres; iii) la prompte communication aux soumissionnaires des résultats de l'évaluation des offres; iv) des contrats qui comprendront une disposition en vertu de laquelle les fournisseurs, les sous-traitants et consultants sont tenus: d'appliquer le principe de la tolérance zéro du FIDA en matière de politique anti-corruption; d'autoriser le FIDA à inspecter leurs comptes, registres et autres documents concernant la soumission de l'offre et l'exécution du contrat; et de les faire vérifier par les

auditeurs nommés par le FIDA; et v) des règles permettant aux bénéficiaires potentiels du projet et aux autres parties prenantes de communiquer et d'adresser toute réclamation sur la mise en œuvre du projet. Ce cadre général comprendra aussi un code de conduite interne, que devront signer tous les membres du personnel de l'UGP, et un code de déontologie des affaires, que devront signer tous les partenaires et bénéficiaires des activités et des partenariats commerciaux du projet.

E. Supervision

33. Le MPV sera directement supervisé par le FIDA, qui réalisera deux missions conjointes d'examen annuel avec le gouvernement, des partenaires participants et des parties prenantes du projet. Des missions d'appui à l'exécution seront également menées pour fournir un support spécifique en fonction des besoins.
34. Deux examens intermédiaires seront également organisés à la fin de la troisième et de la cinquième année d'exécution du projet. Ces examens devront: i) évaluer les résultats et l'impact intermédiaire, l'efficacité et l'efficacéité du projet, ainsi que la validité de la conception du projet; ii) identifier les principaux enseignements tirés et les bonnes pratiques; et iii) formuler des recommandations pour améliorer la performance.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

35. Le coût total du programme est estimé à 50,26 millions d'USD sur sa durée d'exécution de six ans. Le tableau 1 détaille la répartition indicative des coûts par composante. Le tableau 2 en donne la répartition indicative par catégorie de dépenses et par source de financement.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Institutions financières		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Provinces/ districts		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Partenariats commerciaux inclusifs	12 307	54,6	3 472	15,4	4 223	18,8	1 214	5,4	1 305	5,8			22 521
2. Investissement propice aux filières	6 267	31,5							622	3,1	13 000	65,4	19 889
3. Gouvernance collective et gestion de projet	6 926	82,2							923	11,8			7 849
Total	25 500	50,7	3 472	6,9	4 223	8,4	1 214	2,4	2 851	5,7	13 000	25,9	50 260

B. Financement du projet

36. Le projet sera financé comme suit: i) un prêt du FIDA de 25,5 millions d'USD (50,7% du coût total du projet); ii) une contribution du gouvernement central de 2,85 millions d'USD (5,7%); iii) une contribution des autorités provinciales et de districts de 13 millions d'USD (25,9%); iv) une contribution d'institutions financières de 4,22 millions d'USD (8,4%); et v) une contribution des bénéficiaires de 1,21 million d'USD (2,4%). Le déficit de financement de 3,47 millions d'USD (6,9%) pourra être financé par des cycles ultérieurs du système d'allocation fondé sur la performance (en vertu de conditions de financement à définir et sous réserve de procédures internes et approbation ultérieure du Conseil d'administration) ou par un cofinancement identifié pendant l'exécution.

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Institutions financières		Bénéficiaires		Emprunteur/contrépartie		Provinces/districts		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Dépenses d'investissement													
1. Consultants	5 872	87,1	110	1,6					759	11,3			6 741
2. Matériel et fournitures	1 643	90							183	10			1 826
3. Biens et services	424	77,7	69	12,7					52	9,6			546
4. Dons et subventions	3 002	43,8	3 170	46,3			682	10					6 854
5. Formation et ateliers	6 014	87,3	122	1,8			63	0,9	689	10			6 888
6. Travaux	2 574	16,2							286	1,8	13 000	82	15 860
7. Crédit et fonds de garantie	450	8,8			4 223	82,1	469	9,1					5 142
Charges récurrentes													
1. Traitements et indemnités	4 085	85							723	15			4 808
2. Dépenses de fonctionnement	1 435	90							159	10			1 595
Total	25 500	50,7	3 472	6,9	4 223	8,4	1 214	2,4	2 851	5,7	13 000	25,9	50 260

Les catégories de dépenses seront réduites à cinq ou six pour la préparation du calendrier II.

C. Résumé des avantages et analyse économique

37. Le projet devrait permettre aux ménages de paysans villageois d'augmenter de façon durable leurs revenus grâce à l'amélioration de leur intégration aux marchés. Les avantages découleront de: i) l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés, aux technologies et aux services dans les filières cibles; ii) le développement de différents types de partenariats commerciaux associant les paysans villageois et les entreprises agroalimentaires; iii) la réduction des pertes post-récolte; iv) l'amélioration du contexte dans lequel interviennent les filières pour faciliter l'inclusion des agriculteurs; et v) l'appui au renforcement des capacités politiques et institutionnelles requises pour assurer la pérennité. Le projet devrait bénéficier à environ 23 500 ménages. 50% des bénéficiaires seront des femmes.
38. Le taux de rentabilité économique interne global est estimé à 39% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 7%, est de 140,4 millions d'USD. Une analyse de sensibilité montre l'impact économique d'une augmentation et d'une diminution de 50% des avantages du programme sur sa viabilité. L'analyse confirme que la viabilité économique du projet demeure intéressante, car une valeur actualisée nette positive et un taux de rentabilité économique interne supérieur à 7% sont conservés dans tous les cas analysés.

D. Durabilité

39. Le projet met en place plusieurs mécanismes pour assurer la durabilité des avantages. Tous les partenariats bénéficieront de l'appui du projet pendant les trois premières années; par la suite, ils sont supposés être autonomes. Cela sous-entend que: i) les agriculteurs bénéficient d'un accès continu aux services et aux marchés au-delà de la durée de l'accord de partenariat; et que ii) les acheteurs possèdent des entreprises rentables et bien gérées qui arrivent à approvisionner de façon

régulière des marchés fiables avec des produits de qualité. La mise en place progressive d'un accès durable aux services et aux marchés sera effectuée dans le cadre de la préparation de chaque accord de partenariat, dans lequel figurera une section spéciale consacrée à la promotion de la durabilité. Chaque partenariat élaborera une approche sur mesure s'appuyant sur les opportunités locales et les spécificités des partenaires; néanmoins, l'approche globale du projet à l'appui de la durabilité comprendra les éléments clés suivants: i) appui au renforcement des organisations paysannes; ii) développement de coopératives et de plateformes de services à l'attention des agriculteurs; iii) utilisation de ressources locales pour établir des partenariats, comme les prestataires de services de développement commercial et les agents de vulgarisation au niveau villageois; iv) renforcement des capacités de toutes les parties prenantes; et v) modèles commerciaux et gestion des savoirs innovants.

E. Identification et atténuation des risques

40. Les principaux risques sont les suivants: i) l'intérêt limité des entreprises agroalimentaires pour les partenariats avec des paysans villageois en raison du risque et du coût élevé des transactions; ii) la faible capacité sur le plan technique et en matière de gestion des organisations paysannes; iii) les avantages limités pour les femmes en raison des contraintes sociales et culturelles; iv) l'éloignement de certaines zones de production; v) l'impact du changement climatique et des événements climatiques extrêmes; vi) l'intérêt limité des institutions financières pour un élargissement de leurs services aux zones rurales; et vii) le risque élevé en matière de gestion financière. Les mesures d'atténuation intégrées dans la conception du projet sont les suivantes: i) mise à profit de l'expérience positive du projet PPPA en matière d'incitation à la participation des entreprises agroalimentaires et d'appui durable aux organisations paysannes; ii) adoption d'une approche familiale de la participation et de l'équité; iii) intégration de l'évaluation du risque climatique, promotion de pratiques de gestion de variétés résilientes face au climat, et de routes de desserte pouvant résister aux effets du changement climatique; iv) mise en place de dispositifs d'incitation et partage des risques pour compenser les risques et constitution d'une clientèle solvable et ayant des compétences financières; et v) mise en place de dispositions de gestion appropriées pour atténuer les risques y afférents.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

41. Le projet est en parfaite harmonie avec les buts et les objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et les politiques pertinentes du Fonds, notamment celles relatives à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, aux peuples autochtones, avec la politique en matière de prévention de la fraude et de la corruption, ainsi qu'avec les stratégies relatives au financement rural, aux partenariats avec le secteur privé, à la question de la nutrition et aux enjeux du changement climatique.

B. Alignement et harmonisation

42. Le MPV devrait contribuer considérablement à la réalisation des objectifs de développement durable de la Papouasie-Nouvelle Guinée. Il s'inscrit dans le cadre de plusieurs politiques et programmes clés du gouvernement, notamment la vision 2050 pour le développement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Plan de développement stratégique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (2010-2030) et le Plan national de développement agricole (2007-2016). Il répond aux recommandations de l'examen 2014 des dépenses de fonctionnement du MAE et de sept offices et organismes de commercialisation. La conception du projet mettra à profit et coordonnera plusieurs initiatives en cours de partenaires de développement, notamment le PPPA, cofinancé par le FIDA, la Banque mondiale et l'Union européenne; le programme Lead Firm financé par New Zealand Aid; le Programme

d'accès aux marchés horticoles et agricoles du Pacifique cofinancé par l'Australie et la Nouvelle Zélande; le Programme TADEP (Transformative Agriculture and Enterprise Development in Papua New Guinea) cofinancé par l'Australie et l'Australian Centre for International Agricultural Research; et le Projet MEP (Microfinance Expansion Project) financé par la Banque asiatique de développement.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

43. Le MPV introduira une approche novatrice en matière de partenariat en mobilisant l'investissement public et privé pour soutenir des accords commerciaux entre des entreprises agroalimentaires et de petits exploitants agricoles. Le MPV a adapté l'approche du PPPA aux caractéristiques spécifiques des filières cibles, et en particulier du sous-secteur des produits frais, dans lequel les acheteurs sont des structures plus petites, s'approvisionnent auprès de groupes plus restreints d'agriculteurs et sont moins familiarisés avec la gestion d'entreprise et les marchés que ceux des secteurs du cacao et du café. Comme pour le PPPA, les partenariats seront financés par une subvention incitative destinée à réduire le risque pour les partenaires et à faciliter leur engagement en faveur de pratiques agricoles et d'accords commerciaux innovants. En revanche, la partie des coûts du partenariat couverte par la subvention incitative sera réduite et le projet facilitera l'accès des partenaires au financement, en vue d'améliorer la durabilité et d'élargir le groupe d'agriculteurs bénéficiaires. Parmi les autres adaptations, on peut citer: la fourniture d'un appui sur le plan technique et en matière de gestion aux acheteurs dans le cadre des activités du partenariat, pour qu'ils puissent consolider et développer leurs activités; la fourniture de services techniques et de courtage pour la préparation des partenariats, garantissant la mise en place d'accords solides énonçant clairement la répartition des responsabilités et un partage équilibré des risques et des avantages; et l'appui à des approches favorisant l'intégration sociale et la participation équitable des deux sexes au niveau communautaire grâce à une approche familiale afin de renforcer l'impact.
44. Le MPV se prête très bien à une reproduction à plus grande échelle géographique dans les deux filières actuelles, mais également pour d'autres productions agricoles. Le système de suivi-évaluation facilitera le partage des savoirs et la reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques.

D. Participation à l'élaboration des politiques

45. Le MPV vise à promouvoir un cadre politique et institutionnel favorable au développement des filières inclusives des produits frais et de la noix de galip. Il a pour objectif de partager les savoirs et de reproduire à plus grande échelle les bonnes pratiques en vue d'améliorer la performance du projet et la concertation sur les politiques. Cette concertation sur les politiques sera basée sur les enseignements et les bonnes pratiques tirées de la mise en œuvre du projet. Plusieurs problèmes ont été identifiés: normes de qualité et politiques de certification sur le marché national et à l'exportation; normes équitables en matière de passation de marchés pour instaurer la transparence dans les accords contractuels entre les paysans villageois et les acheteurs et une répartition équitable de la valeur ajoutée finale et des risques; et régulation des importations pour assurer un accès à des intrants agricoles de qualité.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

46. Un accord de financement entre l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
47. L'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.

48. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

49. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à vingt-cinq millions cinq cent mille dollars des États-Unis (25 500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Negotiated financing agreement: "Markets for Village Farmers Project – Maket Bilong Vilis Fama"

(Negotiations concluded on 8 September 2017)

Loan No: _____

Project Title: Markets for Village Farmers - Maket Bilong Vilis Fama (MVF) ("the Project")

Independent State of Papua New Guinea (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is twenty five million five hundred thousand United States Dollars (USD 25 500 000).
2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25 per cent and in addition a service charge of 0.75 per cent per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years, starting from the date of approval by the Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 October and 15 April.

6. There shall be one Designated Account (DA) operated by the Department of Agriculture and Livestock (DAL) for receiving the Loan proceeds from IFAD.

7. The Fresh Produce Development Agency (FPDA) will maintain one project bank account in local currency to implement the project activities.

8. The Borrower shall cover all taxes and duties on all Project expenditure. In addition, the Borrower shall provide counterpart financing for the Project for an amount of approximately of USD 2.85 million to cover Project staff salary costs. The provincial and district governments shall provide counterpart financing to be determined annually on the basis of the Project design. The beneficiaries shall contribute to the Project in cash or in kind for an amount of approximately USD 1.21 million.

Section C

1. The Project Executing Agency shall be the DAL.

2. The Project Implementing Agency shall be the FPDA.

3. The following are designated as additional Project Parties: Provincial Governments and District Administrations, the Centre for Financial Inclusion, participating commercial banks and financial institutions.

4. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan will be administered and the Project supervised by IFAD.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

(a) The Project Implementation Manual referred to in paragraph 13 of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or otherwise modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project;

(b) Any transfer of key Project staff in the Project Coordination Unit and the Project Management Unit located in the Department of Agriculture and Livestock and the Fresh Produce Development Agency respectively, that has not been communicated to IFAD.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

(a) The Project Coordination Unit within the Department of Agriculture and Livestock and the Project Management Unit within the Fresh Produce Development Agency shall have been created and key Project staff, as defined in Schedule 1, shall have been nominated to the satisfaction of IFAD;

- (b) The Project implementation manual, including the Financial Management section, shall have been prepared in a manner satisfactory to IFAD; and
 - (c) The AWPB for the first year of Project Implementation and the 18 month Procurement implementation Plan shall have been prepared in a manner satisfactory to IFAD.
3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

INDEPENDENT STATE OF
PAPUA NEW GUINEA

(Authorized Representative)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit 23,500 households and approximately 117,500 total direct beneficiaries in six target provinces: four in the Highland region (Western Highlands, Jiwaka, Chimbu and Eastern Highlands) and one in the Momase region (Morobe) for the project fresh produce activities; and East New Britain for the project's galip nut activities (the "Project Area").

2. *Goal.* The goal of the Project is to improve the livelihoods of village farming households in target provinces by facilitating their transition from semi-subsistence agriculture to market-oriented production and farming as a business.

3. *Objectives.* The development objective of the Project is to achieve sustainable, increased returns to village farming households from marketed production. In support of the development objective, the Project would have three outcomes, each linked to one of the Project's investment components: Village farming households have access to markets and services in the target value chains. Improved value chain environment to facilitate small farmers' inclusion. Organised industry players contribute to policy development and sector coordination for inclusive industry growth.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

Component 1. Inclusive Business Partnerships aims at building inclusive partnerships between village farmers and buyers, whereby: (i) farmers will gain improved access to markets and support services; and (ii) buyers will source from farmers to supply remunerative markets. The expected outcome is that village farming households have access to markets, technologies and services in the target value chains. The main outputs are: (i) different types of business partnerships linking fresh produce and galip nut producing households to buyers; (ii) at least 20,000 farming households (20,000 men and 20,000 women) trained in and using good agricultural and post-harvest practices for fresh produce; (iii) around 23,000 farming households trained for family engagement in decision-making on production and marketing. The component 1 has two sub-components: (i) Fresh Produce Partnerships; and (ii) Galip Nut Supply Chain.

Component 2. Supportive value chain investment complements investment in inclusive business partnerships through support seeking to impact the whole value chain by: (i) improving access to production areas through spot improvements to feeder roads; and (ii) facilitating access of farming households and other players in the value chain to affordable and diversified financial services. Three main strategic thrusts guide the component: (i) linking road improvement to partnerships; (ii) improving the outreach of financial institutions and financial products in rural areas; and (iii) developing innovative financial instruments to meet the needs of farming households and value chain stakeholders. The expected outcomes are: at least 15,000 farming households have easier access to main roads to market their production; and at least 18,000 farming households have access to credit. The component 2 has two sub-components: (i) Spot improvements of feeder roads; and (ii) Financial inclusion.

Component 3. Collective governance and project management aims to promote a favourable policy and institutional environment to support the development of inclusive fresh produce and galip nut sectors. The main strategic thrusts of the component are: (i) organizing value chain governance and coordination; and (ii) improving access to knowledge and market information. The expected outcome is that organized industry players contribute to policy development and sector coordination for inclusive industry growth. Component 3 is organized in two sub-components: (i) collective governance; and (ii) project management.

II. Implementation Arrangements

5. The Department of Agriculture and Livestock (DAL) will be the Project executing agency. The Fresh Produce Development Agency will be the main project implementing agency.

6. *Department of Agriculture and Livestock* As the Project executing agency it will be responsible for the overall accountability, oversight and coordination of the project, under the direct authority of the Secretary of the DAL. This would include the chairing of the Project Steering Committee; the approval of Annual Work Plans and Budgets and Annual Procurement Plans; the approval of technical and financial reports; the endorsement of Withdrawal Applications and Statements of Expenditure, prepared by the Project Management Unit and submitted by Fresh Produce Development Agency's General Manager, for subsequent approval by the Department of Treasury; project technical and financial reports prepared by Fresh Produce Development Agency with Project Management Unit support; the facilitation of policy dialogue; and coordination with other relevant initiatives in the agriculture sector. A small Project Coordination Unit will be established within DAL to support it executing its functions. The Project Coordination Unit will consist of a Project Coordinator and an IFAD Liaison Officer.

7. *Fresh Produce Development Agency* will be responsible for Project management and coordination of government and non-government agencies participating in the Project. It will also be responsible for day to day financial management activities, including accounting, reporting and coordinating audit processes. The Fresh Produce Development Agency's General Manager will have overall responsibility for project implementation. However, line responsibility for day-to-day project implementation will be delegated to a Project Manager within a Project Management Unit to be established within Fresh Produce Development Agency.

8. *Provincial Teams* in each of the target provinces will be responsible for implementing Component 1 in their respective provinces. Each Provincial Team will be headed by an FPDA middle manager and staffed with two seconded district extension staff, to be selected based on a competitive basis. Provincial Teams will be under the direct supervision of the Project Manager, and overall supervision of the Fresh Produce Development Agency General Manager. Fresh Produce Development Agency will open provincial offices in Chimbu and Jiwaka to accommodate the Provincial Teams.

9. *Project Steering Committee* will be established at the national level to provide overall guidance and oversight, to ensure alignment with national sector priorities, to share good practices and promote policy dialogue. It will approve annual work plan and budgets, annual progress and financial reports, prepared by Fresh Produce Development Agency and the Project Management Unit, endorsed by Department of Agriculture and Livestock. It will be chaired by Secretary of the Department of Agriculture and Livestock and will include representatives from relevant public and private stakeholders. The Project Management Unit Liaison Officer based in Department of Agriculture and Livestock will provide the Secretariat to the Project Steering Committee.

10. *Technical Appraisal Committee* (TAC) will be established to appraise partnership proposals submitted by the Project Management Unit, rate them and provide a recommendation for their financing, prior to their approval by Fresh Produce Development Agency Board. All TAC members will be individuals with an established reputation for their knowledge of the sector and integrity.

11. *Project Coordination Unit* will be established within DAL to assist with implementing its responsibilities as an executing agency. The Project Coordination Unit will consist of a Project Coordinator and an IFAD Liaison Officer.

12. *Project Management Unit* (PMU) will be embedded within Fresh Produce Development Agency, with responsibility for daily implementation of the Project. The Project Management Unit will be accountable for the performance of project implementation and the use of funds. This will include: (i) providing strategic guidance to ensure that all project implementation partners develop activities along a common, coherent approach in line with the Project Design Report; (ii) ensuring the financial and administrative management of project resources in line with the Loan Agreement and IFAD policies; (iii) planning project activities in consultation with project stakeholders; (iv) procuring project-related services and supplies; (iv) coordinating project activities with the various project partners; (v) securing Monitoring and Evaluation and Knowledge Management in relation to all activities; and (vi) promoting inclusive approaches and the mainstreaming of targeting and gender requirements in all of the project activities. The Project Management Unit will include key project staff: Project Manager, PMU Manager, Production and Value Chain System Manager, Infrastructure Engineer, Policy Development Officer, Senior, Monitoring & Evaluation/Knowledge Management (ME/KM) Officer, Management Information System (MIS) Content Manager, Gender and Social Inclusion Officer, Financial and Administration Manager, Procurement Officer, and an Accountant.

13. *Project Implementation Manual*. The Project Implementing Agency (PIA) shall prepare a consolidated draft Project Implementation Manual (PIM) and submit to the Fund for its comments and no objection. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage (net of tax, co-financiers and beneficiary contributions)
I. Works	2 320 000	100%
II. Equipment & materials	1 860 000	100%
III. Consulting services & Training	10 700 000	100%
IV. Credit, guarantee funds	410 000	100%
V. Grants	2 700 000	100%
VI. Recurrent costs	4 960 000	100%
Unallocated	2 550 000	
TOTAL	25 500 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Works” under Category I, shall mean eligible expenditures incurred related to improvements of feeder roads under Component 2.

“Recurrent costs” under Category VI, shall mean eligible expenditures for operating costs, salaries and allowances.

Schedule 3*Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

The project will procure, install and customize an accounting software to satisfy IFAD's requirements and International Accounting Standards, within 6 months of entry into force of the Financing Agreement.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Interim review 1	Interim review 2	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Goal: Improved livelihoods of village farmers' households (HH) in target provinces	<ul style="list-style-type: none"> 30 % increase in HH asset ownership index No of persons receiving services * 	¹	0%	15%	30%	Project survey	Interim review 2 and project end	PMU + FPDA	GoPNG commitment to improve returns to farmers in agriculture value chains
Development Objective: Increased returns to village farming households from increased marketed production	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of total farmer fresh produce production sold to market increased by at least 40% Percentage of total galip nut production per farmer sold to galip plant 	0	15%	30%	40%	Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners	
Outcome 1: Village farming households have access to markets and services in the target value chains	<ul style="list-style-type: none"> Yield in selected fresh produce crops increased by 40% on average Annual volume of galip nut sold to plant (tons) Percentage of persons reporting increase in production * 	0%	20%	30%	40%				Partnership reports
Outputs: 1.1 Different types of business partnerships involving FP/GN are implemented 1.2 Farming households in partnerships are trained to use improved technologies	<ul style="list-style-type: none"> 23,200 farming households (23,200 men and 23,200 women) involved in project-supported partnerships At least 20,000 trained in production practices and/ or technologies * 	0	10,000	22,000	23,200	Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners	
Outcome 2: Improved value chain environment to facilitate small farmers' inclusion	<ul style="list-style-type: none"> At least 18,000 people reporting using financial services * At least 10,000 farming households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities * 	0	9,000	15,000	18,000				CEFI reports PMU reports

¹¹ Will be established based on the baseline study to be carried out at project start.

* RIMS Core Indicators

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Interim review 1	Interim review 2	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outputs: 2.1 Financial institutions (FIs) with improved capacities to serve target value chains players	<ul style="list-style-type: none"> At least 9 financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas * 	0	6	9	9	CEFI reports	Biannual reports	CEFI	
2.2 Improved, climate resilient feeder roads from main production areas to main road	<ul style="list-style-type: none"> 100 km of climate-resilient feeder roads rehabilitated * 	0	0	50	100	PMU reports	Biannual reports	PMU	
	<ul style="list-style-type: none"> Up to 20 districts have maintenance arrangements in place to sustain feeder road practicability after spot improvements 	0	0	6	20				
Outcome 3: Organised industry players contribute to policy development and sector coordination for inclusive industry growth	<ul style="list-style-type: none"> At least three policy and regulatory measures proposed to policy makers for approval, ratification or amendment * FPDA MIS operational 	0	0	1	3	PMU reports	Biannual reports	PMU	
		0	1	1	1				
Outputs: 3.1 Multi-stakeholders' platforms created and trained 3.2 Policy and regulatory instruments prepared 3.3 MIS system in place at FPDA and FPDA staff trained	<ul style="list-style-type: none"> Two national, at least 3 provincial and 10 district-based multi-stakeholders' platforms supported * 	0	2/0/3	2/2/6	2/3/10	PMU reports	Biannual reports	PMU	
	<ul style="list-style-type: none"> At least three policy relevant knowledge products completed * 	0	0	2	3				
	<ul style="list-style-type: none"> MIS in place and number of staff trained 	0	1/25	1/35	1/35				
	<ul style="list-style-type: none"> Annual set of evidence-based knowledge products posted on FPDA website as of year 3 	0	1	1	1				